

## DECLARATION DE LA JEUNESSE DU CFOPB SUR LA SITUATION NATIONALE

Les jeunes des partis de l'opposition réunis au sein du CFOPB, tiennent à interpeler l'opinion nationale et internationale sur la situation préoccupante actuelle de notre très cher pays, le Burkina Faso.

En effet depuis le 15 octobre 1987, le président Blaise Compaoré et son clan règnent sans partage et de façon autocratique sur notre pays, le Burkina Faso, « Pays des Hommes Intègres ».

Aussi la jeunesse des partis de l'opposition tient à rappeler que depuis 27 ans de règne sans partage, Blaise Compaoré a fait modifier l'article 37 de notre constitution, texte sacré qui fonde les aspirations de notre nation et du peuple burkinabé, à deux reprises dans le seul but de s'éterniser au pouvoir.

La limitation à 2 du mandat du Président du Faso est un consensus national obtenu par le peuple à l'issue de la grave crise consécutive à l'assassinat odieux du journaliste Norbert Zongo et de ses 3 compagnons. Ce compromis a permis de sauver la paix sociale et remettre la démocratie sur les rails. Malheureusement, force est de constater que cette paix chèrement acquise, est remise en cause par le président Blaise Compaoré et son clan, qui depuis deux ans manœuvrent par tous les moyens pour modifier pour une troisième fois l'article 37 de notre constitution afin d'offrir au Président Blaise Compaoré une présidence à vie. Ce serait pour la jeunesse du Burkina Faso et le peuple Burkinabé en général, un processus illégitime et un recul dangereux de notre démocratie.

Par conséquent, nous, jeunes des partis de l'opposition politique, attachés au changement, épris de paix et de démocratie mettons en garde le président Compaoré et son clan, contre toute tentative de tripatouillage de notre Loi fondamentale. La jeunesse burkinabé en général, fatiguée et dégoûtée par ce long règne sans perspective, s'opposera par tous les moyens à cette forfaiture. En tout état de cause nous tiendrons le président Compaoré comme seul responsable de toute dégradation de la paix sociale.

Face à cette situation la jeunesse Burkinabé, à travers la jeunesse du CFOPB et alliés, tient à interpeler la communauté internationale notamment :

- l'Union Africaine quant à l'application de la charte Africaine sur la démocratie et les élections en ses articles 23 à 24;
- La CEDEAO afin qu'elle active son mécanisme de prévention des crises;
- Les USA, qui malgré les discours clairs et directs du Président Obama au Ghana ; discours dans lequel, il disait que « **l'Afrique n'a pas besoin**

**d'hommes forts, mais d'institutions fortes »** et récemment de la déclaration de son secrétaire d'Etat John Kerry à l'endroit du président Joseph Kabila **pour le respect de la Constitution de cette nation sœur qu'est la RDC**, mais reste muet sur le cas du Burkina;

- L'UE et particulièrement la France qui depuis le sommet de la Baule avait sonné le glas des régimes dictatoriaux et donné un espoir à la démocratisation des régimes africains et inviter le président Hollande à s'inscrire dans cette dynamique.

L'histoire récente de la sous-région notamment celle de la Côte-d'Ivoire, nous enseigne que c'est maintenant que la communauté internationale doit intervenir pour dire NON aux tentatives de tripatouillage constitutionnel que Blaise Compaoré et son clan veulent opérer pour s'éterniser au pouvoir !

C'est maintenant que les partenaires traditionnels de notre pays avec en tête, la France, l'Union Européenne, les Etats unis d'Amérique, la Chine-Taiwan etc. doivent avoir le courage d'agir pour épargner à nos populations et à celles de la sous-région des lendemains difficiles !

Nous tenons à réaffirmer ici et maintenant que notre union est sans faille pour opposer une résistance farouche aux vellétés de tripatouillage de notre constitution. Notre détermination est totale.

Nous lançons donc un appel solennel à la communauté internationale pour qu'elle prenne position avec le peuple burkinabé contre ces projets du président Blaise dès aujourd'hui.

Nous, jeunesse de l'opposition politique dit NON au REFERENDUM inutile dont l'objectif est d'asservir la population sous le joug du clan Compaoré. Nous y opposerons une résistance farouche jusqu'à notre dernière énergie et libérer définitivement notre peuple et notre pays.

NON AU REFERENDUM

NON A La modification de l'ARTICLE 37

NON A la mise en place du SENAT

Ont signé :

Pour l'Union pour le Progrès et le  
Changement (**U.P.C.**)



**ZAGRE Léonce**

Pour l'Union pour la  
Renaissance/Parti Sankariste  
(**UNIR/PS**)



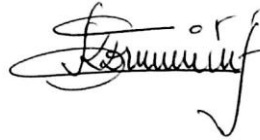
**SAWADOGO Mahamadi**

Pour le Mouvement du Peuple Pour le  
Progrès (**MPP**)



**OUEDRAOGO Bachir Ismaël**

Pour le Parti pour la Démocratie et le  
Socialisme/Parti des Bâisseurs  
(**PDS/METBA**)



**KIOGO Dramane**

Pour le Parti de la Renaissance  
Nationale (**PA.RE.N**)



**BAZIE Abdoulaye**

Pour Les Verts du Faso (**V.F.**)



**TRAORE Ibrahim**

Pour le Rassemblement pour la  
Démocratie et le Socialisme (**RDS**)



**SAWADOGO Saidou**

Pour L'Alliance des jeunes pour  
l'indépendance et la république  
(**AJIR**)



**BIRBA Mamoudou**

Pour le Parti Républicain pour  
l'Indépendance Totale (**PRIT-  
LANNAYA**)



**PAMOGDA Evariste**

Mouvement pour le Progrès et le  
Changement (**MPC**)



**OUEDRAOGO Mounirou**

Front des Forces Sociales **(F.F.S.)**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'SONGRE', written over a horizontal line.

**SONGRE Pamoussa**